



Esch-sur-Alzette, le 6 juillet 2017

ENERGIE ET ENVIRONNEMENT		
13 JUL. 2017		
DOSSIER 12077t	ORIGINAL TKR	COPIES ad 100-

Energie et Environnement S.A.
Direction
99, rue Andethana
L-6970 HOSTERT (NIEDERANVEN)

votre réf.: TKR/cni/12077t-2/COU ADE02
notre réf.: 81ex11d5c
dossier suivi par: MM Claude HAAS et Carlo HIPPE

Concerne : Parking P&R et réaménagement de l'arrêt à Mersch – projet CFL.

Madame, Monsieur,

Par la présente, nous accusons réception du document de présentation relatif au projet mentionné sous rubrique ; document élaboré par vos soins en mars 2017 et révisé en juin 2017.

Le projet y est analysé par rapport aux dispositions de la loi du 29 mai 2009 concernant l'évaluation des incidences sur l'environnement humain et naturel de certains projets routiers, ferroviaires et aéroportuaires et de son règlement grand-ducal d'exécution du 22 janvier 2010 déterminant les critères sur base desquels les projets d'infrastructures de transports font l'objet d'une évaluation des incidences sur l'environnement.

Le document vient à la conclusion que le projet en question n'est pas à soumettre à une évaluation des incidences en vertu de la loi du 29 mai 2009 précitée. Il en résulte que le projet ne doit pas être autorisé en vertu de cette loi et ne peut réclamer la dispense d'autorisations exigées par d'autres lois, entre autres, la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés.

Au vu des informations nous soumises, au moins les points suivants de la nomenclature sur les établissements classés en vigueur s'appliquent au projet :

060203 – 04 :	Garages et parkings couverts de plus de 250 véhicules ;
060101 – 03 :	Travaux d'aménagement urbain, y compris la construction de centres commerciaux et de parkings.

Il en résulte que le projet relève du champ d'application de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés et nécessite une autorisation préalable à délivrer dans le cadre de leurs compétences respectives, par le ministre ayant dans ses attributions le travail et le ministre ayant dans ses attributions l'environnement (établissement de la classe 1).

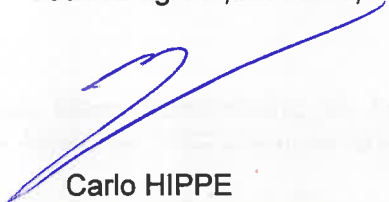
En outre, le projet relève du champ d'application du règlement grand-ducal modifié du 7 mars 2003 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés.

Au vu de la classification applicable, il y a lieu de soumettre le projet à un examen cas par cas « screening » afin de déterminer s'il doit faire l'objet d'une évaluation des incidences sur l'environnement en vertu du règlement grand-ducal modifié du 7 mars 2003 précité. En effet, l'annexe du règlement grand-ducal modifié du 10 mai 2012 portant nouvelles nomenclature et classification des établissements classés précise en sa colonne 5 que les établissements relevant du point 060101-03 sont aussi à considérer comme projet II-10 b.


Je vous prie dès lors de bien vouloir présenter à l'Administration de l'environnement en tant qu'autorité compétente, un document spécifique permettant de procéder à l'examen précité. Ce dossier « screening » est à présenter en triple exemplaires. En outre, une version électronique du dossier est exigée.

Il est recommandé de présenter le dossier « screening » le plus tôt possible, de préférence avant l'introduction du dossier de demande sollicitant une autorisation en vertu de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés.

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.



Carlo HIPPE
Chargé de gestion dirigeant



Marianne MOUSEL
Chargée d'études dirigeante

Copie : S.N.C.F.L., Service PI – Projets Infrastructure